



**Jour  
J-81**

**REFORME DES FINANCES PUBLIQUES**

**Basculement du Budget des  
moyens au Budget-Programme**

# **BON A SAVOIR DANS LA PRESSE DCF**

**11/10/2019**

12<sup>e</sup> World Policy Conférence à Marrakech

P2

**Amadou Gon Coulibaly conduit la délégation ivoirienne**

Agriculture durable

P3

**18,6 milliards pour réhabiliter le barrage de Solomougou à Guiembé**

Promotion de "champions nationaux"

P3

**Le gouvernement répond à une importante doléance du secteur privé**

Lutte contre le sida, le paludisme et la tuberculose

P6

**La Côte d'Ivoire augmente de 50% sa contribution au Fonds mondial**

**Plus de 13 milliards de dollars acquis sur 14 milliards attendus**

P7

# 12<sup>e</sup> World Policy Conférence à Marrakech Amadou Gon Coulibaly conduit la délégation ivoirienne

L'évènement se tient du 12 au 14 octobre dans la 4<sup>e</sup> ville marocaine sur les questions importantes de la conjoncture socio-politique et économique internationale.

Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly participe à la 12<sup>e</sup> édition de la World Policy Conference (Wpc) qui s'ouvre le 12 octobre au Four Seasons Resort de Marrakech, au Maroc, qui accueille le rendez-vous pour la quatrième fois (2009 - 2010 - 2017). Pour sa deuxième participation - après l'édition 2018 - le Premier ministre est annoncé à la session d'ouverture de cette importante rencontre aux côtés de Thierry de Montbrial, fondateur et directeur du Wpc, pour débattre des grandes questions du moment. Notamment le commerce et les investissements internationaux, les systèmes de transfert d'argent et de paiement, les politiques sociales et les Tic en Afrique. La Wpc réunit des décideurs, chercheurs et leaders d'opinion de haut niveau qui sont principalement choisis en fonction de leurs compétences et de leur rayonnement international. Les équilibres naturels entre régions et cultures sont également respectés. Il est aussi attendu à cette rencontre un message de

Premier ministre français, Edouard Philippe.

## Du partage de l'expérience ivoirienne

Gon Coulibaly est certainement attendu à ce rendez-vous pour partager l'expérience ivoirienne en termes notamment de réformes, d'amélioration du climat des affaires et de constance d'un taux de croissance soutenu. A l'occasion, Amadou Gon Coulibaly expliquera les éléments qui sous-tendent les performances économiques de la Côte d'Ivoire, reconnues et saluées par l'ensemble des observateurs de la conjoncture économique internationale, en général, et des partenaires techniques et financiers en particulier. Surtout que la Côte d'Ivoire a effectué récemment des bonds qualitatifs dans les derniers classements Doing Business (122<sup>e</sup> grâce à 17 places gagnées) et Cpiia (dans le top 10 en Afrique subsaharienne) de la Banque mondiale, mais également au niveau de l'Indice Mo Ibrahim où le pays est passée de 41<sup>e</sup> en 2008 à 22<sup>e</sup> en 2017, soit une évolution de +19 dans



le classement. Le chef du gouvernement devra aussi présenter quelques-unes des recettes

de son équipe gouvernementale qui ont permis à son pays d'être en tête du Trade20 Index de la

Standard Chartered publié récemment et qui identifie les 20 économies mondiales au plus

fort potentiel de croissance commerciale. Et ce, devant le Kenya (3<sup>e</sup>) et le Ghana (13<sup>e</sup>). Ce sera aussi l'occasion pour le chef du gouvernement ivoirien de présenter les efforts consentis par la Côte d'Ivoire en matière de développement durable, notamment dans l'inversion de la tendance au niveau du mix énergétique en valorisant davantage les énergies renouvelables. Les participants voudront certainement entendre le Premier ministre ivoirien présenter les actions en cours pour renforcer l'inclusivité de la croissance. Sur ce point, le chef du gouvernement va décliner les différents axes du Plan social (Ps-Gouv 2019-2020) qui passera de 727,5 à 1 000 milliards de FCfa d'ici à la fin de l'année, pour renforcer l'élan social et accroître l'accès des populations aux services sociaux de base. Les progrès notables enregistrés dans le domaine de la sécurité seront aussi au menu des sujets que le Premier ministre abordera. ■

**ABOUBAKAR BAMBA**  
ENVOYÉ SPÉCIAL  
À MARRAKECH (MARROC)

## Experts-comptables

# Adopter le digital pour mieux accompagner les entreprises

Transformation digitale : enjeux et opportunités, c'est le thème qui a réuni hier, dans un recepitif hôtelier d'Abidjan, les experts comptables dans le cadre de la 3<sup>e</sup> édition de leur matinale. Qui constitue selon Koné Drissa, président de l'Ordre des experts-comptables de Côte d'Ivoire (Oecci), un rendez-vous d'échange et de débat sur des thématiques d'actualité comme celles relatives au digital. Au cours de cette journée, il a donc été question de situer les enjeux, les opportunités et les difficultés qu'engendre la digitalisation pour l'expert-comptable. « Toutes les professions sont touchées par la digitalisation et plus particulièrement l'expert-comptable parce qu'il est l'ami et le compagnon de l'entreprise. Il doit être suffisamment outillé pour l'accompagner et l'amener à se consacrer à ce qu'elle sait faire », a souligné le président de l'Oecci, concluant que la digitalisation ne peut être qu'une véritable opportunité. Trois communications ont ainsi meublé cette rencontre. La première portait sur le « Passage de l'analogique au numérique :



Les professionnels du secteur ont pris part, nombreux, à ce rendez-vous. (PH : DR)

challenges du déploiement de la Tnt » ; quant à la seconde communication, elle concernait la « Transformation digitale des Pme/Pmi : pourquoi et comment ? » alors que la troisième s'est intéressée aux « Innovations digitales et nouveaux services bancaires : quelle place pour une information financière de qualité ? ». L'une après l'autre, ces communications ont permis aux experts comptables de faire l'inventaire des défis de l'avènement du numérique et évaluer le processus de sa mise en œuvre en Côte

d'Ivoire; de présenter les enjeux de la digitalisation des structures et activités des Pme/Pmi et proposer des méthodologies et mécanismes d'accompagnement. Sans oublier que les experts comptables ont pu apprécier non seulement les réponses des institutions bancaires face aux différentes mutations technologiques de l'environnement de leur clientèle, mais aussi le regard du banquier relativement à la disponibilité de nouveaux outils d'informations digitaux et appréhender ainsi l'importance

de l'information financière de qualité à l'occasion de l'octroi des crédits. En gros, comme l'a indiqué, Codo Serges, 1<sup>er</sup> vice président de l'ordre des experts-comptables et agrégé du Bénin, « la digitalisation, c'est l'avenir de l'expert-comptable s'il ne veut pas disparaître ». A noter que, cette troisième matinale de l'Oecci se tient en prélude au 3<sup>e</sup> congrès régionale des experts-comptables de l'Uemoa qui aura lieu les 24 et 25 octobre prochains à Cotonou. ■

**FRANCIS KOUMÉ**

## Institut panafricain des professionnels comptables (Ippc)

# Les dirigeants appellent à une forte adhésion

Au Plateau, où les dirigeants de l'Institut panafricain des professionnels comptables (Ippc) ont présenté hier, au cours d'une rencontre, leur organisation, dont le récapitulé a été publié au Journal officiel de la République de Côte d'Ivoire en juillet 2018. Les acteurs intervenant dans ce secteur, nombreux, ont pris part ce rendez-vous. A l'occasion, les dirigeants ont appelé leurs confrères à adhérer massivement à l'ippc. « Nous invitons toutes celles et tous ceux qui exercent la profession comptable sans exclusive, à adhérer et à s'approprier cet espace, ce nouveau pont qui est l'ippc », a lancé Yao Koffi Noël, son président. « L'ippc est ouvert à toutes les nationalités », précise-t-il. Lors de cette cérémonie, le président de l'ippc, se voulant rassurant, a rappelé qu'entre son organisation qui est un syndicat et l'Ordre des experts comptables de Côte d'Ivoire (Oecci), il n'y a pas d'opposition, de divergence. L'Oecci est une structure « créée par une loi » alors que l'ippc est un syndicat,

soutient-il. L'ippc est né, selon lui, du fait de la restriction de la profession comptable qui est limitée aux seuls experts comptables titulaires du diplôme français d'expertise comptable et tout dernièrement du diplôme d'expertise comptable institué par l'Uemoa. Le syndicat a également vu le jour, en raison, au dire de ses dirigeants, de l'exclusion des experts comptables titulaires des diplômes anglo-saxons et possédant les licences nécessaires à l'exercice libéral de la profession comptable. L'ippc, dont le siège social est basé à Cocody, a pour objectifs de permettre aux professionnels de la comptabilité, venant d'horizons différents, d'exercer leurs activités en intégrant l'obligation de formation continue permanente. Il vise également à assurer le rayonnement de la profession comptable comme acteur à part entière de la société civile. Dans le cadre de sa mission, ce syndicat entend assurer la défense du titre d'expertise comptable ou de tout autre titre équivalent. ■

**ANOH KOUAO**

Agriculture durable

# 18,6 milliards pour réhabiliter le barrage de Solomougou à Guiembé

Le gouvernement vient de poser un acte majeur en faveur des populations de la sous-préfecture de Tioroniaradougou et de Guiembé.

Le ministre de l'Agriculture et du Développement durable, Kobena Kouassi Adjoumani, a procédé ce jeudi 10 octobre, à Guiembé, au lancement officiel des travaux de réhabilitation du barrage hydroagricole de Solomougou et d'aménagement de 810 hectares de parcelles en aval. Après la pose de la première pierre du démarrage effectif des travaux et de la visite du barrage de Solomougou, Kobena Kouassi Adjoumani a présidé la cérémonie de présentation du projet aux populations bénéficiaires que sont plusieurs villages des sous-préfectures de Tioroniaradougou et de Guiembé. D'un coût de 18,6 milliards de francs Cfa, les travaux d'aménagement dudit barrage sont prévus pour une durée de 30 mois hors hivernage, et occasionneront la création de 1000 emplois dont 692 emplois directs. Au cours de son allocution, le premier responsable de l'agriculture ivoirienne a situé le cadre du projet. « Ce projet est la mise



Le ministre de l'Agriculture, Kobena Kouassi Adjoumani a lancé les travaux de réhabilitation du barrage. (DRI)

en œuvre du 2<sup>e</sup> Contrat de Développement et de Désendettement (C2D) signé en décembre 2014 entre notre pays et l'Agence Française de

Développement (AFD). La réhabilitation et l'aménagement du barrage hydroagricole de Solomougou qui est en train d'être bâti, vont plus concerner

les femmes et les jeunes. Au terme des travaux, ce joyau construit depuis le temps d'Houphouët-Boigny produira désormais 18 millions de m3

d'eau qui serviront aux activités agricoles et halieutiques et aura un impact économique et social remarquable sur les populations », a déclaré Kobena K. Adjoumani, fer de lance du Rhdp dans le Gontougou. Poursuivant, le ministre de l'Agriculture a indiqué que « la production attendue après l'aménagement du barrage est de 11.808 t de produits vivriers dont 3760 t de riz paddy, 2328 t de maïs et 5720 t de légumineuses ». Bien avant le ministre, Léa Kati, coordonnatrice du projet au Secrétariat technique du C2D (ST-C2D) a présenté ledit projet, fruit de la coopération ivoiro-française. Pour Léa Kati, « ce projet s'inscrit dans le programme Filière agricoles durables de Côte d'Ivoire (Fadci) d'un montant de 58,73 milliards financé par le C2D et dédié à l'agriculture ; dont la finalité est d'initier et d'accompagner des changements de pratiques agricoles et de gestion des ressources naturelles qui auront des impacts positifs sur la

population ivoirienne en terme de conditions de vie, de cohésion sociale et de santé humaine », a dévoilé la représentante du C2D. Elle a par la suite expliqué que « le volet primordial du Fadci qui est l'aménagement hydroagricole, dans lequel s'inscrit le projet du barrage de Solomougou, vise à renforcer durablement la sécurité alimentaire à travers la réhabilitation et l'extension de trois aménagements hydro-agricoles ; à savoir le Solomougou, le Sologo et le Tchalon ». Comme historiquement, le barrage de Solomougou a été construit en 1974 par l'ex-Soderiz et n'a jamais été réhabilité depuis sa construction. Sur un potentiel à l'aval du barrage évalué à 800 ha de plaine, une superficie initiale de 400 ha a été aménagée de 1975 à 1977. A ce jour, seulement 200 ha environ sont mis en valeur. Ce sont donc des populations heureuses qui ont accueilli ce projet. ■

SOURCE : SERCOM

## Promotion de "champions nationaux"

# Le gouvernement répond à une importante doléance du secteur privé

Le dialogue État/Secteur privé est une réalité en Côte d'Ivoire. La décision du gouvernement d'accorder le statut de champions nationaux à 29 entreprises locales est la preuve que l'Etat et le secteur privé parlent d'une seule voix et regardent dans la même direction. En effet, le Patronat ivoirien a toujours souhaité qu'en plus d'améliorer l'environnement des affaires, l'Etat accorde un appui particulier aux entreprises nationales qui ont les meilleures prédispositions dans leur spécialité afin d'en faire le fleuron du tissu industriel national. D'autres pays, notamment le Maroc, ont

expérimenté avec succès ce modèle qui leur permet aujourd'hui, d'étendre leur influence économique en dehors de leurs frontières. La concrétisation de la promesse de créer des champions nationaux est saluée par le secteur privé ivoirien qui a été informé par le ministre Adama Coulibaly de l'Economie et des Finances lors de la cérémonie d'ouverture de la Journée nationale du partenariat (Jnp 2019) le lundi 7 octobre, à Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire. A la tribune, le ministre Adama Coulibaly avait dit que le gouvernement ivoirien a déjà repéré 29 entreprises sur une short list. Il s'agira, selon la vi-

sion du Chef de l'Etat, de faire d'elles des « champions nationaux ». Adama Coulibaly qui représentait le Premier ministre Gon Coulibaly a dit : « Notre objectif est de favoriser l'émergence de champions nationaux, en vue d'optimiser l'effet multiplicateur de la création de richesse nationale. Au-delà du principe, nous avons tous initié le processus depuis le début du second semestre 2019. Ainsi, nous avons pu arrêter une première liste multisectorielle de 29 entreprises éligibles au statut de champion national, recueillir les attentes de chacun de ces candidats, initier l'analyse rigoureuse de ces attentes et celles qui seront retenues le-



Le ministre de l'Économie et des Finances, Adama Coulibaly. (PH : SEBASTIEN KOUASSI)

affaires propice au développement du secteur privé et à l'émergence de notre pays », a-t-il souligné. L'annonce de la mise en œuvre effective de la politique de promotion de champions nationaux est un véritable cadeau que le gouvernement fait au secteur privé. Les entreprises qui seront retenues feront l'objet de contrat de performance autour d'objectifs de développement, de création de valeur ajoutée, d'exportation de produits manufacturés, de contribution aux finances publiques, de création d'emplois et de développement de pôles régionaux compétitifs, a promis le ministre Adama Coulibaly. Le statut de champions nationaux

donnera aussi droit à un renforcement des avantages contenus dans le code des investissements – les crédits d'impôts – pour les entreprises qui embauchent et offrent des stages de formation. Elles bénéficieront également de l'accompagnement de la Direction des marchés publics (Dmp) qui s'attellera à rassurer les banques quant aux critères qui ont présidé à leur sélection. Sans oublier la préférence dont elles feront l'objet dans l'attribution de certains marchés. La Cgeci Academy 2019, qui se tient dans quelques jours, sera l'occasion pour le secteur privé d'apprécier tout l'impact de cette décision salubre du gouvernement. ■

DAVID YA

2SA  
SOCIÉTÉ SOLEIL AFRICAINE  
MS  
MAINTENANCE SPECIALISEE

Dans le but de mieux servir ses clients, 2SA, après plusieurs mois d'étude et d'analyse, décide de lancer le projet MAINTENANCE SPECIALISEE en Côte d'Ivoire. Tout cela pour le bien-être de ses clients qui lui sont chers. Notre objectif principal est de trouver des solutions immédiates et durables aux différents problèmes que rencontrent la plupart d'entre nous, que ce soit en entreprise ou dans les ménages.

Le projet de Maintenance prend en compte les corps d'états suivant: plomberie, assainissement, étanchéité, électricité et menuiserie bois.

Le projet concerne deux catégories de clients dont, les personnes morales (Entreprises) et les personnes physiques (Particuliers).

AVANTAGES

- Intervention 24/24h en cas de problème
- Des professionnels se mettent à votre service à moindre coût
- Service de qualité
- Conseils et recommandations après intervention
- Respect des normes HSE
- Mise en sécurité des biens et des personnes

Pour plus d'infos, veuillez visiter notre site internet [www.2sa.ci](http://www.2sa.ci) ou contactez-nous aux 21 77 09 21 / 77 75 15 67 / 45 88 74 64 email : [soleilafrique02@gmail.com](mailto:soleilafrique02@gmail.com).

Le ministre de l'Économie et des Finances, Adama Coulibaly, a annoncé le ministre Coulibaly Adama. Auparavant, Jean-Marie Acquah, le président de la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (Cgeci) avait rappelé les attentes du secteur privé. En effet, parlant du dialogue État/Secteur privé, il a déclaré que ce cadre de dialogue doit travailler davantage à offrir un environnement de plus en plus favorable aux entreprises, c'est-à-dire entre autres un environnement législatif et réglementaire stabilisé et les

services d'une Administration de plus en plus efficace et solidaire. « Ce cadre de partenariat doit également privilégier le développement de l'entrepreneuriat national et susciter le plein potentiel de talents et de champions nationaux, que nous appelons de tous nos vœux. Il doit enfin permettre une consultation a priori du Secteur Privé, je dis bien a priori, sur toutes les réformes économiques et sociales majeures de notre pays(...) il est aussi important que nous puissions continuer la réflexion au-delà de cette journée et nous interroger sur les clés d'un environnement des

# Flux de télécommunications électroniques Le dispositif de contrôle adopté en commission

L'initiative va contribuer à lutter contre la fraude fiscale, permettre aux opérateurs de payer la juste taxe. Selon les prévisions, ce sont entre 10 et 20% que l'État devrait engranger de plus sur les taxes.

**A** l'unanimité des députés présents, membres de la Commission Recherche, de la science, la technologie et de l'environnement (Crste) de l'Assemblée nationale, le projet de loi ratifiant l'ordonnance N°2019-495 du 12 juin 2019, portant institution d'un dispositif de contrôle des flux de télécommunications électroniques des entreprises, opérant dans ce secteur a été adopté hier. Des groupes parlementaires Vox populi au Pdc, en passant par celui du Rhd, tous ont soutenu, après des débats, ce projet de loi qui a été défendu par l'émissaire du président de la République, Mamadou Sanogo, ministre de l'Économie Numérique et de la Poste. Ce projet, sous peu, devrait passer en plénière. Le secteur des télécommunications, à l'instar de nombreux pays, connaît en Côte d'Ivoire, depuis plusieurs années, une

expansion rapide. Il représente à lui seul près de 33 millions d'abonnés à la téléphonie mobile sur une population de près de 25 millions. Environ 10 millions de personnes ont accès à internet. Le mobile money, en pleine expansion, a franchi la barre des 19 milliards de FCfa de transactions au quotidien. Aujourd'hui, le secteur génère, à lui seul, 1032 milliards de FCfa de chiffre d'affaires, occupe près de 200 000 personnes et contribue, par ailleurs, pour 7 à 8% au Pib. À l'horizon 2030, les prévisions tablent sur 15%. « Il en résulte pour les services de l'administrations en charge de ce secteur, des difficultés à suivre le rythme de cette évolution, notamment en terme d'adaptation des méthodes classiques de régulation et de contrôle de ce secteur », fait remarquer le représentant du gouvernement. Pour lui, les dispositions prises pour optimiser les conditions d'exercice des missions de l'administration et surtout d'optimi-



Mamadou Sanogo, ministre de l'Économie numérique et de la Poste, a défendu, le projet de loi, face aux députés. (PH : DR)

«révélées peu efficaces ». Il s'agit particulièrement des mesures prises en vue de la maîtrise des flux des télécommunications qui devraient permettre de disposer de données fiables pour la maîtrise du chiffre d'affaires du secteur des télécommunications, se veut précis, Mamadou Sanogo. L'ordonnance N°2009-382 du 26 novembre 2009, portant budget de l'État pour la gestion 2010, prise dans ce sens, a institué en faveur de l'administration fiscale, un droit de communication à la charge des entreprises de téléphonie mobile et autorisé l'installation et l'exploitation sur leurs réseaux, des infrastructures techniques. « Mais, les dispositions de cette ordonnance sont restées jusque-là inappliquées, en raison des difficultés relatives à leur mise en œuvre », revient à la charge le ministre. C'est dans ce contexte que le président de la République a pris en juin 2019 une ordonnance, prenant en compte les récentes évolutions dans ce secteur, afin de corriger ces insuffisances.

Cette ordonnance tient également compte des dispositions relatives au secret professionnel, de la protection des données à caractère personnel. En plus de renforcer les garanties des droits des opérateurs, en instituant un mécanisme de recours en leur faveur, elle exige la réalisation d'un audit annuel du dispositif de contrôle. Comme l'explique le ministre, l'institution de ce dispositif de contrôle des flux de télécommunications électroniques devrait voir le jour incessamment. Il va contribuer à lutter contre la fraude fiscale, permettre également aux opérateurs de payer la juste taxe. Selon les prévisions, ce sont entre 10 et 20% que l'État devrait engranger de plus sur les taxes que paient ces opérateurs grâce à cet outil. Il reste, cependant, à choisir l'entreprise qui va mener cette tâche. Ce dispositif déjà testé par une quinzaine de pays du continent ne va entraîner aucun coût supplémentaire pour les usagers, rassure Mamadou Sanogo ■

ANOH KOUAO

## Mécanisme du prix plancher du cacao

### Des acheteurs ont déjà acquis des contrats sur la période 2020-2021

**A** près plusieurs réunions conjointes à Abidjan (Côte d'Ivoire) et Accra (Ghana), le Conseil du café-cacao et le Ghana Cocoa Board ont défini un mécanisme de prix plancher basé sur le « Différentiel du revenu décent au producteur », fixé à 400 dollars (238 000 F cfa, au cours du jour) la tonne de cacao. Le mécanisme du prix plancher basé sur le Différentiel du revenu décent a reçu l'adhésion de toutes les parties prenantes de la chaîne de valeur du cacao en tant que « système parfait permettant de servir un revenu décent à tous les producteurs de cacao sans exception dans les deux pays », selon le communiqué de la réunion des experts. « Certains acheteurs ont-ils manifesté leur intérêt pour ce nouveau mécanisme en faisant l'acquisition de contrats sur la campagne 2020-2021 intégrant le Différentiel du revenu décent de 400 dollars la tonne », se félicitent les experts des deux pays. Toutefois, constatent les deux plus gros producteurs de cacao du monde, les chocolatiers insistent davantage sur leurs programmes de durabilité et de certification au détriment du Différentiel du revenu décent qui a pourtant un impact plus important sur l'ensemble des producteurs. « Par conséquent, le



Le comité d'experts du Conseil du café-cacao et du Ghana Cocoa Board a rendu public un communiqué hier, à l'issue d'une réunion tenue à Abidjan. (PH : DR)

Comité conjoint d'experts mis en place par les deux pays a ré-examiné les programmes actuels de durabilité et de certification des chocolatiers. Une ferme décision sur la poursuite ou l'arrêt de tous les programmes de durabilité et de certification dès la campagne 2020-2021, sera communiquée aux parties prenantes par les instances dirigeantes du Conseil du café-cacao et du Ghana Cocoa Board lors de la réunion de partenariat de la Fondation mondiale du cacao à Berlin », souligne le communiqué du Comité d'experts rendu public, hier, au terme des deux jours de réunion. Considérant

les faibles revenus perçus par les producteurs de cacao et reconnaissant la nécessité de garantir un meilleur prix aux producteurs ainsi que son impact sur la durabilité de la filière cacao, le Président Alassane Ouattara et son homologue ghanéen Nana Addo Dankwa Akufo-Addo ont instruit, en mars 2018, les organes de gestion des filières cacao de leurs pays respectifs à l'effet de créer un cadre de collaboration permanent pour trouver des solutions pérennes permettant d'offrir un revenu décent aux producteurs de cacao ■

DAVID YA

ser le rendement et la qualité de service se sont jusque-là



## COMMUNIQUÉ

MADAME DIALLO FATOUMATA, PELERINE, MEMBRE DU CONTINGENT IVOIRIEN DU PÈLERINAGE À LA MECQUE DE L'ÉDITION 2015, EST PRIÉE DE SE PRÉSENTER DE TOUTE URGENCE AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, POUR AFFAIRE LA CONCERNANT.

Y CONTACTER :

- MONSIEUR SIABA DIOMANDE SERGE  
AU SÉCRÉTARIAT GÉNÉRAL  
CONTACT : 85 79 54 38

- MONSIEUR SILUE SIONFOUNGO DIAKARIDJA  
À LA DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIÈRES  
CONTACT : 77 79 87 85 / 07 62 07 44

# Diplomatie

## Les ambassadeurs des États-Unis, des Pays Bas, de la Belgique et du Cameroun prennent officiellement fonction

Le Président de la République, Alassane Ouattara, a reçu hier des chefs de missions diplomatiques en poste désormais en Côte d'Ivoire.



Les nouveaux représentants diplomatiques des États-Unis...



... des Pays-Bas...

Quatre diplomates ont présenté, hier, leurs lettres de créance au Chef de l'Etat, Alassane Ouattara. Il s'agit des ambassadeurs des Etats-Unis, Richard Keith Bell, Wimmer Michaël de la Belgique, Daoud Yvette Soraya des Pays-Bas et Koloko Assene N'Kou du Cameroun.

Le diplomate américain, au sortir de l'audience avec le Président Ouattara, s'est dit fier de représenter son pays en Côte d'Ivoire. Durant son mandat, il a promis de s'employer à renforcer davantage les relations déjà excellentes entre les deux nations. «Je suis ravi d'être parmi vous en tant qu'ambassadeur des Etats-Unis. Je suis reconnaissant au Pré-

sident de la République de m'avoir reçu si rapidement après mon arrivée en Côte d'Ivoire. Mon pays, les Etats-Unis, reconnaît le rôle crucial de la Côte d'Ivoire dans cette région. Et il voit beaucoup de potentiel. Ma mission consiste, tout simplement, à œuvrer à renforcer davantage les relations bilatérales déjà très bonnes », a-t-il fait savoir.

Richard Keith Bell a aussi informé que l'une de ses tâches sera de faire la promotion de la croissance économique, inclusive par le commerce et l'investissement et appuyer la stabilité si indispensable au progrès. «Le peuple et le gouvernement américain sont convaincus que les élections démocratiques, libres et paisibles renforcent la stabilité. Il en va de

même pour la bonne gouvernance inclusive et respectueuse des droits de chaque individu », a-t-il précisé.

Avant de féliciter l'Etat ivoirien pour l'accord majeur conclu récemment avec le Mcc (Millennium challenge cooperation), en ce sens que les critères de ce programme qui sont très stricts, ont été bien remplis par la Côte d'Ivoire. «En plus, cette contribution américaine au développement du transport routier, de l'éducation qui pourrait s'élever à presque 525 millions de dollars, soit environ 313 milliards 950 millions FCfa sur 5 ans, est censée avoir des effets de multiplication en faveur de la croissance économique» a-t-il ajouté. Non sans oublier de se féliciter de la bonne application du

programme Pefpar, grâce auquel des centaines d'Ivoiriens ont été sauvés du Sida.

Le diplomate Wimmer Michaël, à l'instar de Richard Keith Bell, a également remis ses lettres de créance au Président de la République, faisant de lui le représentant de son pays en terre ivoirienne. Il s'est réjoui de l'excellence des relations entre la Côte d'Ivoire et la Belgique et a marqué sa volonté de les approfondir. «Au niveau économique, nos pays ont des liens forts. Les acteurs économiques belges sont très présents dans divers secteurs d'activité du pays », a-t-il confié.

Le nouvel ambassadeur belge a informé que cette année, son pays fête les 40 ans de la visite d'Etat du Roi Baudouin en Côte

d'Ivoire. Il espère que cette occasion sera mise à profit pour réaffirmer les liens ivoiro-belges.

Daoud Yvette Soraya est la personnalité désignée par les Pays-Bas pour porter sa voix en Côte d'Ivoire. Cette dernière a remis le document officiel au Chef de l'Etat ivoirien, lui conférant la qualité d'ambassadeur accrédité de ce pays en Côte d'Ivoire. «Nos relations sont très bonnes. Déjà on partage la même couleur nationale, l'orange. Disons que cela est un bon début. Nos relations se concentrent sur le plan économique. Nous travaillons ensemble dans le secteur de l'agriculture, du transport logistique, de l'entrepreneuriat. (...) Les entreprises néerlandaises, quand elles partent à l'étranger, essaient de faire

partie de l'économie de ces pays », a-t-elle indiqué, tout en se félicitant d'être la première femme ambassadeur des Pays-Bas en Côte d'Ivoire.

Tout comme Daoud Yvette Soraya, Koloko Assene N'Kou est une femme que le Cameroun a désignée pour le représenter sur le territoire ivoirien.

Après la remise de ses lettres de créance au Président Ouattara, celle-ci a affirmé que la Côte d'Ivoire et son pays ont de nombreuses similitudes, partageant des valeurs et intérêts communs aux niveaux commercial, sécuritaire, social. «Notre mission, c'est de renforcer et moderniser davantage cette coopération fructueuse et très diversifiée », s'est-elle engagée.

KANATÉ MAMADOU



...de la Belgique...



et du Cameroun. (PHOTOS:HONORE BOSSON).

Lutte contre le sida, le paludisme et la tuberculose

# La Côte d'Ivoire augmente de 50% sa contribution au Fonds mondial

Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly a réaffirmé hier, à Lyon, l'engagement de la Côte d'Ivoire dans la lutte contre les trois pandémies, en augmentant sa part dans la constitution des ressources du Fonds mondial.

Le plaidoyer du Président Français Emmanuel Macron a été entendu par nombre de pays. À la fin de la journée, les annonces et intentions de dons ont donné 13,920 milliards de dollars contre 14 milliards de dollars espérés à cette conférence de reconstitution. Parmi ces pays donateurs, il faut compter la Côte d'Ivoire qui était bien présente à cette 6<sup>è</sup> Conférence de reconstitution du Fonds mondial de lutte contre le sida, le paludisme et la tuberculose, tenue mercredi et jeudi à Lyon, en France. Le Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly qui y représentait le Président Alassane Ouattara et à la tête d'une forte délégation n'a pas manqué ce rendez-vous de la solidarité internationale. Il a, du haut de la tribune, annoncé un nouvel engagement de 1 million 500 000 dollars us (la Côte d'Ivoire ayant contribué à hauteur d'un million de dollar Us, lors de la 5<sup>è</sup> Conférence de reconstitution, au Canada en 2016. « Je réaffirme l'engagement du Président de la République Alassane Ouattara auprès du Fonds mondial pour la reconstitution de ses ressources afin d'accélérer le mouvement contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Je déclare ici même, la traduction de cet engagement en acte, à travers contribution, en nette hausse est la preuve que le gouvernement accorde une priorité au secteur de la santé. À ce niveau, le Premier ministre s'est dit fier des progrès réalisés par la Côte d'Ivoire, grâce à l'appui et au financement du Fonds mondial. En effet, selon le Chef du gouvernement ivoirien, les financements du Fonds mondial alloués à la contribution, en nette hausse est la preuve que le gouvernement accorde une priorité au secteur de la santé. À ce niveau, le Premier ministre s'est dit fier des progrès réalisés par la Côte d'Ivoire, grâce à l'appui et au financement du Fonds



Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly a réaffirmé l'engagement du Président, de la République Alassane Ouattara, auprès du Fonds mondial ...

mondial. En effet, selon le Chef du gouvernement ivoirien, les financements du Fonds mondial alloués à la contribution, en nette hausse est la preuve que le gouvernement accorde une priorité au secteur de la santé. À ce niveau, le Premier ministre s'est dit fier des progrès réalisés par la Côte d'Ivoire, grâce à l'appui et au financement du Fonds

mondial. En effet, selon le Chef du gouvernement ivoirien, les financements du Fonds mondial alloués à la contribution, en nette hausse est la preuve que le gouvernement accorde une priorité au secteur de la santé. À ce niveau, le Premier ministre s'est dit fier des progrès réalisés par la Côte d'Ivoire, grâce à l'appui et au financement du Fonds

la mortalité liée au vih-sida, l'augmentation des patients sous traitement antirétroviral qui est passée de 16.155 en 2005, à 252.125 en 2018 et la prise en charge de 80% des femmes séropositives enceintes pour prévenir la

mission du virus mère-enfant. Des résultats positifs ont été également enregistrés dans le domaine du paludisme avec aussi la baisse du nombre de décès dû à cette pandémie de 65%, comme relevé par Gon Coulibaly. Il a également mentionné que le pays est parvenu à une couverture universelle en moustiquaire imprégnée à longue durée d'Action (Milda). À propos de la tuberculose, le Premier ministre a rappelé aussi les efforts consentis par le gouvernement ivoirien qui se traduisent à environ 20.000 patients, tuberculeux, dépistés et traités chaque année.

mission du virus mère-enfant. Des résultats positifs ont été également enregistrés dans le domaine du paludisme avec aussi la baisse du nombre de décès dû à cette pandémie de 65%, comme relevé par Gon Coulibaly. Il a également mentionné que le pays est parvenu à une couverture universelle en moustiquaire imprégnée à longue durée d'Action (Milda). À propos de la tuberculose, le Premier ministre a rappelé aussi les efforts consentis par le gouvernement ivoirien qui se traduisent à environ 20.000 patients, tuberculeux, dépistés et traités chaque année.

En dépit de ces progrès considérables, des défis s'opposent aux pays dont l'engagement individuel ne pourra résister à la résurgence de ces maladies. C'est pourquoi, Amadou Gon Coulibaly a salué les efforts de solidarité de la communauté internationale, notamment pour le contrôle du sida, de la tuberculose et du paludisme. « Pour sa part, l'Etat de Côte d'Ivoire poursuit

via ses efforts de mobilisation des ressources nationales pour le financement de la santé en général, la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, en particulier, à travers notamment, le maintien de la mobilisation de ressources de contrepartie budgétaire à hauteur de 20 % des subventions reçues du Fonds Mondial ; La mise en œuvre de la Couverture Maladie Universelle (Cmu), effective depuis juillet 2019 pour le recouvrement des cotisations des assurés, et le 1er octobre 2019 pour l'accès aux soins de ces derniers ; Le relèvement progressif du budget de la santé, conformément aux engagements pris lors de la Conférence d'Oslo sur le financement de la santé, est d'accroître le budget de la santé d'au moins 15 % par an. Ce taux est de 16,6 % pour le budget 2020 », a promis le Premier ministre. Cette promesse qui s'est traduite par l'augmentation de la contribution ivoirienne au Fonds mondial à 50% de plus que la première contribution octroyée en 2016 ■

GERMAINE BONI,  
ENVOYÉE SPÉCIALE  
À LYON



... pour la reconstitution de ses ressources afin d'accélérer le mouvement contre le sida, la tuberculose et le paludisme. (PH : DFI)

# Plus de 13 milliards de dollars acquis sur 14 milliards attendus

Le Président Français, Emmanuel Macron était tout heureux à la fin de la journée d'hier. Son plaidoyer auprès des gouvernements, de la société civile, des partenaires techniques et du secteur privé pour la mobilisation des fonds pour mettre un terme à trois pandémies : le sida, le paludisme et la tuberculose, a été entendu. En effet, la mobilisation d'anciens et de nouveaux donateurs à la 6<sup>e</sup> Conférence de reconstitution des ressources du Fonds Mondial de lutte contre ces maladies, qui a lieu hier, à Lyon a donné la bagatelle de 13,920 milliards de dollars. Il reste environ 100 millions de dollars à mobiliser pour atteindre l'objectif des 14 milliards de dollars, fixé pour les trois prochaines années. Pour Emmanuel Macron, ces 100 millions de dollars pourront être bouclés « dans les semaines qui suivent ». « C'est un résultat formidable », a dit Macron qui a félicité les pays donateurs, notamment ceux de l'Afrique qui ont donné « deux fois plus que la session de 2016, au Canada ».



Accélérons le mouvement  
Step up the fight  
Lyon - Jeudi 10 octobre 2019

Emmanuel Macron a affiché son optimisme à atteindre les 14 milliards de dollars fixés pour les trois prochaines années. (PH : DR)



La 6<sup>e</sup> Conférence avait pour but de mobiliser donateurs et pays bénéficiaires, afin de recueillir des fonds pour la prochaine période de financement du Fonds Mondial de 2021 à 2023. Organisée tous les trois ans, cette conférence rassemble des repré-

sentants de gouvernements, de la société civile, du secteur privé et des communautés touchées par les trois pandémies. La France est le 2<sup>e</sup> contributeur et bailleur bilatéral du Fonds mondial avec plus de 5,3 milliards de dollars engagés depuis sa

création en 2002. Hier, il a annoncé une hausse de 15% de l'aide de la France au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme comme il l'a demandé aux autres pays. L'on comprend donc la pression d'Emmanuel Macron sur

les pays, à l'entame de cette conférence. « Personne ne quittera Lyon sans que nous ayons les 14 milliards de dollars. Je ne laisserai personne quitter cette pièce tant que les 14 milliards de dollars ne seront pas obtenus... Appelez dans vos capi-

tales. Je reviens dans trois heures, surprenez-nous. Aidez-nous. Agissez », avait-il dit pour galvaniser les représentants des pays et des organisations internationales dans la salle de conférence. ■  
GERMAINE BONI,  
ENVOYÉE SPÉCIALE  
À LYON

## Amanda Dushime, ambassadrice du réseau "Grandir ensemble" « Nous voulons vivre normalement notre vie »

Amanda Dushime, une jeune Burundaise de 18 ans, a accompagné le Président Macron sur le podium. Elle est l'un des visages de la lutte contre le Vih. En effet, dans son témoignage éloquent livré, Amanda apprend au monde qu'elle est porteuse du virus depuis 8 ans qu'elle a été dépitée. Elle a rappelé les affronts qu'elle et tout autre malade du Vih subissent dans la société : Prises récurrentes de médicaments, stigmatisation, rejet par les proches, insertion impossible dans le monde du travail, les soins pédiatriques insuffisants... « Nous vivons et grandissons avec le sentiment d'un avenir incertain », a-t-elle lancé aux dirigeants du monde. Et pourtant « notre vie a de la valeur, vous ne devez jamais l'oublier », a-t-elle poursuivi. « Les filles sont particulièrement touchées en Afrique subsaharienne.



Dans son témoignage, Amanda a rappelé les affronts qu'elle et tout autre malade du Vih subissent dans la société. (PH : DR)

Seul un enfant sur deux a accès aux traitements... Les soins pédiatriques sont insuffisants et certains d'en-

tre nous attendent plus de trois ans avant de savoir si leur traitement fonctionne », a-t-elle déploré.

Aujourd'hui, engagée dans la lutte contre le Vih, la jeune Burundaise de 18 ans est ambassadrice du réseau

"Grandir ensemble" de l'Ong Sidaction. Parce qu'en fait, elle ne veut plus de nouvelles infections, elle ne veut

plus que des jeunes de son âge subissent le même sort qu'elle. « Nous ne voulons plus de cela, être soignés à l'aveuglette, nous ne réclamons rien de plus que le respect de nos droits, tout simplement le droit de vivre et d'espérer un avenir. Nous voulons vivre normalement notre vie », a insisté Amanda Dushime. Un appel salué de tous, en référence aux applaudissements à la fin de l'intervention de la jeune fille. Et le Président Macron d'ajouter, à l'entame de son discours : « Amanda Dushime a fait le travail... », "nous n'avons pas le droit de ne pas être au rendez-vous". Le monde a entendu Amanda, le monde a entendu Macron. Résultats : 13,920 milliards de dollars mobilisés hier, contre 14 milliards de dollars attendus. Macron, très optimiste, promet que le reste sera comblé dans les semaines à venir. ■  
G. BONI

Rentrée scolaire 2019-2020

# Dominique Ouattara offre 12 000 kits à des écoliers

La présidente fondatrice de Children of Africa joue sa partition pour le bonheur des parents et des écoliers.

Les écoliers du groupe scolaire régional de Treichville n'ont pas boudé leur plaisir hier, à la faveur de la cérémonie de lancement officiel de distribution des kits scolaires de la fondation Children of Africa. La présidente de cette association caritative, Dominique Ouattara, comme à l'accoutumée, est venue les bras chargés de cadeaux à cette cérémonie. Pour la rentrée scolaire 2019-2020 sa fondation offre 12 000 kits scolaires aux enfants défavorisés à travers le territoire national. Dans le district d'Abidjan, 5000 kits scolaires dont 2000 au groupe scolaire régional de Treichville seront distribués. Le coût de l'édition 2019 de la campagne de distribution est estimé à 165 millions de F Cfa. Au bilan de cette action qui se fait depuis 21 ans, la fondation a distribué 120 000 kits scolaires. Il s'agit de dons composés de cartables, de livres de renforcement et de diverses fournitures. « Cette



Avec ces dons, Dominique Ouattara soulage les parents d'écoliers. (PHOTO CHILDREN OF AFRICA)

diverses fournitures. Cette activité revêt à nos yeux une importance toute particulière. Car il est primordial de favoriser l'accès à l'éducation pour tous nos enfants, condition sine qua non à un développement équitable et durable de nos populations ».

Dominique Ouattara a fait remarquer que la politique de scolarisation obligatoire pour les enfants âgés de 6 à 16 ans a contribué à accroître significativement la scolarisation de la jeune fille. Et la scolarisation étant l'un des leviers des actions de la fondation, elle se devait de s'acquitter d'un devoir. « L'avenir de nos enfants passe par une bonne instruction. C'est pourquoi, nous avons pris le parti d'accompagner les parents dans leurs efforts de

scolarisation de leurs enfants. En distribuant depuis 21 ans des milliers de kits scolaires à chaque rentrée des classes », a déclaré la présidente de la fondation Children of Africa. Aux parents d'élèves, elle dira : « Nous espérons que ces kits scolaires contribueront à vous alléger des charges liées à la rentrée des classes ». Aux enfants, Dominique Ouattara affirmait qu'elle compte sur eux pour qu'ils travaillent bien à l'école et obtiennent

de meilleurs résultats. Pour soutenir les écoliers du pays, elle a bénéficié des contributions des partenaires Mohamed Yassine, Abdoulaye Niangadou et Yacouba Coulibaly. Dans le but d'améliorer les conditions de travail des enseignants et d'études des élèves, le ministre de l'Éducation nationale, Kandia Kamissoko Camara, a soutenu que l'État a consenti 16 milliards de F Cfa. Et elle saluait l'appui inestimable de Children of

Africa à la politique de scolarisation. « Le geste est d'une grande portée sociale et donne le sourire aux enfants. Il est une aide substantielle pour soulager les parents d'élèves à cette rentrée scolaire. » Une action qu'exalte Abibatou Sy, au nom des écoliers. Elle considère ce don comme un stimulant pour donner le meilleur d'eux-mêmes. Au dire de François Albert Amichia, les dons de Mme Ouattara viennent témoigner de son altruisme pour la cause des enfants. Et cela ne peut que générer des résultats probants. Il a salué son sens élevé de

l'humanisme avec sa politique, entre autres, d'autonomisation de la femme. Par ailleurs, Dominique Ouattara a fait don de vivres et non vivres (chaises, sacs de riz, ordinateurs...) au groupe scolaire d'un montant de 28 millions de F Cfa. Les écoliers de Cm2, à travers un sketch fort apprécié, ont dénoncé la non scolarisation de la petite fille. Clarisse Duncan, épouse du vice-Président de la République, et d'autres personnalités étaient aux côtés de Dominique Ouattara à cette cérémonie de remise de kits scolaires.

CHRISTIAN DALLET

## Formation de pointe L'Inp-HB et le groupe Sanlam Pan Africa du Maroc partenaires

L'institut national polytechnique Houphouët-Boigny de Yamoussoukro (Inp-Hb) et le groupe Sanlam Pan Africa du Maroc ont signé le 4 octobre, à l'Inp Centre, un accord-cadre de coopération en faveur de l'International Data science Institute qui est l'école de Big data de l'Inp-Hb. Les documents ont été paraphés par Dr Koffi N'Gouessan, directeur général de l'Inp-Hb, et Aline Chambaret, directrice du capital humain de Sanlam Pan Africa.

Comme l'a expliqué Koffi N'Gouessan, directeur général de l'Institut, cet accord-cadre de coopération est destiné à la réalisation d'importantes actions au profit des étudiants. Il s'agit notamment d'offres de stage, de séminaires de formation. A cela s'ajoutent des équipements pédagogiques à disposition de l'Inp-Hb ainsi que des soutiens multiformes aux étudiants. Koffi N'Gouessan a profité de la signature du partenariat pour dire sa gratitude à Hajar Benamar, directrice générale du groupe pour sa grande générosité. D'autant que ce groupe, représenté en Côte d'Ivoire par Saham Assurance, a décidé également d'apporter son soutien appréciable à l'International Data science Institute dans le renforcement de ses activités et dans son rayonnement au plan international. A titre de rappel, il faut noter que c'est en 2016 que la direction générale de l'Inp-Hb et XPolytechnique de Paris ont entamé des échanges qui ont abouti à la création de l'International data science Institute. Dans cette nouvelle école, l'ossature de la formation repose sur l'essentiel sur la conception, le traitement et la gestion de données de grande masse. Car selon le patron de l'Inp-Hb, ce profil de métier nouveau est fortement demandé par de nombreuses entreprises confrontées à des besoins spécifiques dans ce domaine de compétence. Avant la signature des documents formalisant cet accord-cadre, Marie Aude Coffie, directrice générale adjointe de Sanlam Côte d'Ivoire a dit la fierté du groupe d'associer son image à celle de l'Inp-Hb, mais aussi et surtout de contribuer à la formation de haut niveau, de l'élite ivoirienne et africaine. Quant à Dion Yodé Simplicie, directeur de cabinet adjoint du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, il a salué « le leadership charismatique du directeur général de l'Inp-Hb », dont l'une des preuves est la signature de ce partenariat dans lequel la Côte d'Ivoire est la grande gagnante. Il a enfin dit merci aux responsables de ce groupe panafricain d'assurance pour cette contribution inestimable à la formation des cadres de haut niveau. N'DRI CÉLESTIN

## Prévention des catastrophes

### La Côte d'Ivoire dispose désormais d'une nouvelle stratégie

Décidée par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies depuis 1990, la Journée mondiale pour la prévention des catastrophes est célébrée le 13 octobre de chaque année. Le thème retenu pour l'édition 2019 est : « Réduire considérablement la désorganisation des services de base et les dommages causés par les catastrophes aux infrastructures essentielles ».

En prélude à la célébration de cette journée à Abidjan, Dr Touré Kader, secrétaire exécutif de la Plateforme nationale de réduction des risques et de gestion des catastrophes (Plateforme Rrc) a appelé à la mobilisation et situé les avancées nota-



Dr Touré Kader, Secrétaire exécutif de la Plateforme Rrc.

bles enregistrées par la Côte d'Ivoire en matière de prévention des risques de catastrophe.

« La Côte d'Ivoire dispose désormais d'une nouvelle stratégie de prévention qui vise entre autres, à renfor-

cer les capacités des institutions et des acteurs nationaux à faire face aux accidents et catastrophes d'origine technologiques et connexes », a-t-il confié hier à son cabinet, face à la presse. Et d'ajouter que la permanence des risques de catastrophes, qu'elles soient d'origines naturelle, technologique, anthropique ou transversale, se pose aujourd'hui avec acuité pour nos jeunes Etats.

C'est pourquoi, il invite les populations ivoiriennes à s'approprier cette journée par une présence massive aux différentes articulations de la célébration, qui sera l'occasion d'instruire les Ivoiriens sur la problématique de la prévention des catastrophes quelles que soient leurs origines.

SERGES N'GUESSANT







